

**Les Cahiers d'El-Oumami**

**La situation politique  
en Algérie  
et  
les tâches des  
révolutionnaires**



**parti communiste international**

**5ff**

**5da**

**2**

# Solidarité avec les condamnés de Blida !

Après des aveux arrachés sous la torture et un simulacre de procès, cinq militants et contacts de notre organisation viennent d'être condamnés par le tribunal militaire de Blida à des peines de 3 à 10 ans de prison. Il s'agit de Mohamed Bessada, Rabah Benkhellat, Abdelmalek Kendour, Ali Akkache et Mohamed Naaman. Nous saluons ces jeunes révolutionnaires qui, malgré deux années de détention au secret entre les mains de la Sécurité militaire algérienne, n'ont pas hésité à revendiquer avec courage leurs idées face à ceux qui s'apprêtaient à les condamner.

Ce procès est un nouvel épisode de la répression qui frappe quotidiennement la classe ouvrière et les masses pauvres d'Algérie, cependant que la nouvelle classe dominante issue de l'indépendance s'engraisse cyniquement en accumulant richesse sur richesse. L'acharnement contre les condamnés de Blida montre à quel point la bourgeoisie algérienne craint la diffusion — en particulier au sein de l'armée, principal instrument de défense de sa domination et de ses privilèges contre la colère des masses — du marxisme révolutionnaire, qui démasque tous ses mensonges sur le soi-disant « socialisme » algérien et montre aux opprimés la voie de leur émancipation. Mais ni la répression, ni les mensonges bourgeois n'empêcheront le fossé de classe de se creuser chaque jour davantage, en Algérie comme ailleurs, et la classe ouvrière de s'emparer de l'arme du marxisme pour organiser à la tête des masses pauvres le combat contre le capitalisme.

Nous appelons tous les révolutionnaires, tous les militants de la cause de l'émancipation prolétarienne, à lutter avec nous pour la libération des condamnés de Blida et pour les arracher des mains de la Sécurité militaire.

Quant aux bourgeois algériens, à leurs flics et à leurs tortionnaires, nous n'implorons de leur part ni « mesures de libéralisation », ni clémence. Nous n'avons qu'une chose à leur dire : le jour où la classe ouvrière procèdera au règlement des comptes, le châtement qu'ils subiront de la part des masses sera à la mesure des souffrances qu'ils leur auront infligées.

Parti Communiste International

1<sup>er</sup> janvier 1981.

## LA SITUATION POLITIQUE EN ALGERIE ET LES TACHES DES REVOLUTIONNAIRES

### S O M M A I R E

Introduction.....	4
I. LES DEVELOPPEMENTS DE LA SITUATION POLITIQUE EN ALGERIE DEPUIS L'INDEPENDANCE....	7
1. Aux origines historiques de la situation politique actuelle.....	7
2. La bourgeoisie algérienne a particulièrement besoin d'un Etat fort.....	10
3. L'alternative bourgeoise à la crise politique ou le piège de la démocratisation.....	12
4. La bourgeoisie à l'heure de la restructuration politique.....	15
II. LUTTE DE CLASSE ET PERSPECTIVES REVOLUTIONNAIRES.....	18
1. La lutte contre l'exploitation et la répression bourgeoise dans la perspective de la préparation révolutionnaire..	18
2. L'alternative révolutionnaire à la crise du capitalisme.....	21
3. Pour la révolution communiste mondiale !	24
III. LES TACHES DES COMMUNISTES REVOLUTIONNAIRES EN ALGERIE.....	27
1. La lutte idéologique.....	28
2. La lutte économique.....	31
3. La lutte politique.....	34
Conclusion.....	38

## Introduction

Le mouvement de masse qui a déferlé l'année dernière sur la Kabylie et Alger contre la répression bourgeoise et pour la libération des détenus a constitué un véritable tournant dans la lutte de classes en Algérie. Les manoeuvres de la bourgeoisie n'ont pas réussi à le refroidir comme en témoigne la grève générale du 15 mars et les rassemblements du 20 avril 1981.

Parti sur la question culturelle et linguistique, le mouvement s'est vite *radicalisé* et *politisé*. De la revendication de la reconnaissance des langues populaires, il est arrivé à poser la questions des libertés politiques en Algérie. L'intervention féroce des CNS et les arrestations massives, loin de l'arrêter, n'ont fait que le radicaliser encore plus, comme l'atteste la revendication de la libération immédiate de tous les détenus. Parallèlement, le mouvement a pu prendre dans un laps de temps relativement court une dimension sociale considérable. Parti de l'université, il a vite entraîné les ouvriers (SONELEC de Oued-Aïssi), qui ont joué un rôle déterminant dans la mobilisation qui a eu lieu contre la répression, ainsi que les autres couches sociales exploitées et opprimées.

Certes, la détermination et la combativité des ouvriers qui ont participé au mouvement ne confère pas aujourd'hui automatiquement au prolétariat le rôle dirigeant dans le mouvement. C'est la dynamique de la radicalisation de celui-ci et de sa jonction avec les luttes revendicatives qui se multiplient en réaction à l'austérité croissante qui créera les conditions du passage du prolétariat à la tête des masses exploitées et opprimées dans la lutte pour arracher les libertés politiques et syndicales et pour renverser ensuite l'Ordre bourgeois.

Même si le passage du prolétariat à la tête du mouvement de masse n'est pas pour aujourd'hui, le devoir des révolutionnaires véritables est de se préparer dès aujourd'hui pour la seule issue révolutionnaire, celle qui exclut les solutions réformistes et conciliatrices qui visent en fin de compte à désarmer le mouvement des masses en révolte, celle qui se fonde sur la défense intransigeante des intérêts historiques de la seule classe qui s'oppose de manière irréductible à la bourgeoisie : le prolétariat.

La situation politique qui prévaut en Algérie est riche en potentialités révolutionnaires. Les contradictions économiques, sociales, politiques et culturelles qui traversent la société algérienne sont d'autant plus explosives que la bourgeoisie ne dispose d'aucune institution capable de canaliser l'irruption des masses. La colère de celles-ci ira en s'accroissant au fur et à mesure que s'accroît l'impopularité d'un régime trop habitué à se servir du sacrifice des morts pour tuer à petit feu les vivants. La répression physique et la terreur psychologique de la SM, dont le succès est inversement proportionnel à l'accroissement du nombre de ses victimes, seront à la longue incapables d'endiguer le flot d'une colère nourrie par des années de mécontentement social.

Cependant, jamais une situation - aussi explosive soit-elle objectivement - ne peut enfanter mécaniquement un mouvement de masse révolutionnaire et organisé, capable de faire reculer l'Etat bourgeois et encore moins une révolution victorieuse. Le mouvement de masse en Algérie a encore devant lui d'énormes problèmes politiques et organisatifs à surmonter pour pouvoir affronter vraiment les coups et les manoeuvres de la bourgeoisie.

Le prolétariat commence à peine à se poser la question de l'organisation indépendante vis-à-vis de l'Etat et de la bureaucratie de l'UGTA. Un long chemin le sépare encore du jour où il pourra appeler les autres couches exploitées et opprimées à s'organiser sous sa direction. Les communistes révolutionnaires véritables sont encore trop faibles pour pouvoir agir vraiment en tant que facteur politique pouvant influencer le cours de la lutte des classes.

Mais tous ces facteurs qui pèsent sur la lutte des classes aujourd'hui ne doivent ni décourager les militants combattifs et les révolutionnaires sincères, ni les pousser en désespoir de cause vers le marais des solutions faciles et des positions conciliatrices qui consistent à brader l'avenir du mouvement ouvrier et révolutionnaire contre de fallacieuses réformes qui visent à rendre plus souple, c'est-à-dire plus trompeuse, la domination bourgeoise.

La maturation rapide des contradictions économiques, sociales et politiques qui secouent le fragile équilibre de la société algérienne, le besoin urgent de contrer sur le terrain de l'*action directe* l'austérité et la répression croissantes et les exigences de la préparation révolutionnaire que nous avons essayé de mettre en relief dans ce *cahier d'El Oumami* dictent à tous les révolutionnaires sincères et à tous les militants combattifs des tâches urgentes en vue de contribuer au développement, au renforcement et à l'organisation du mouvement de masse et aussi à la préparation révolutionnaire du renversement violent de l'Ordre bourgeois.

Mai 1981

# I. Les développements de la situation politique en Algérie depuis l'indépendance.

## 1. Aux origines historiques de la situation politique actuelle.

Depuis l'indépendance de l'Algérie en 1962, les masses laborieuses sont confrontées quotidiennement à un Etat au service des classes possédantes (bourgeoisie commerçante et industrielle, bourgeoisie technocratique, couches supérieures de la petite-bourgeoisie intégrées à la bureaucratie civile et militaire; la grosse propriété foncière s'étant convertie progressivement en bourgeoisie commerçante, processus que la soi-disant "révolution agraire de Boumediène est venue parachever puisque l'Etat se propose d'indemniser les gros propriétaires fonciers) qui n'hésite pas à abattre sa trique sur tout mouvement revendicatif ou contestataire quoi que la propagande officielle n'a jamais cessé de le présenter comme un "Etat de tout le peuple".

Cette réalité brutale qui signifie pour les masses l'interdiction pure et simple des droits élémentaires de grève, d'expression, de réunion, d'organisation et de manifestation ne tombe évidemment pas du ciel. C'est une réalité de classe qui sanctionne politiquement un certain rapport entre les classes, plus précisément un rapport de forces et de domination en faveur des fractions bourgeoises qui ont investi l'appareil d'Etat et ont mis à leur service l'appareil hiérarchique de l'A.L.N au lendemain de l'indépendance.

Pour remonter aux origines historiques de cette situation politique et donc de ce rapport de forces en faveur des classes dominantes, nous sommes évidemment amenés à parler de la nature de la révolution algérienne et des conditions générales dans lesquelles elle s'est déroulée.

La propagande officielle présente la révolution du 1er Novembre comme étant à la fois une révolution nationale, c'est-à-dire dirigée contre les rapports de domination coloniale, et une révolution sociale au sens où elle en finirait avec "l'exploitation de l'homme par l'homme". Il s'agit là d'un mensonge grossier que les rédacteurs de la "charte nationale" se sont permis de reprendre en écrivant par exemple : "*Le socialisme, c'est l'aboutissement logique de la révolution du 1er novembre*".

Il est vrai que la révolution algérienne fut incontestablement une révolution nationale-populaire où la paysannerie pauvre a donné l'énergie nécessaire à la guerre qui était livrée alors au colonialisme français. Cependant, le caractère populaire et la base paysanne de cette révolution ne peuvent suffirent à eux seuls à en faire une "révolution sociale" au sens où elle aurait débouché sur une société qui ne connaîtrait plus de domination de classe.

D'ailleurs, la réalité brutale que vivent dans leur chair les masses exploitées et opprimées permet, plus que de longs discours, de faire table rase de tous les mensonges déversés par la presse aux ordres de la bourgeoisie. Sous le couvert de l'"autogestion" les ouvriers agricoles sont soumis à une exploitation capitaliste forcée. Les ouvriers et les masses prolétarisées des villes ne sont pas mieux lotis.

La soi-disant "révolution agraire" n'a pas empêché l'aggravation de la crise de l'agriculture et ses conséquences catastrophiques au point de vue de la situation dramatique des masses paysannes pauvres et du ravitaillement de la classe ouvrière et des masses exploitées urbaines. L'exode rural est estimé à 100 000 personnes par an. Les paysans sans terre sont au nombre d'au moins un demi-million. La disponibilité énergétique moyenne par habitant est de moins de 2000 calories par jour.

En effet, une révolution comme la révolution algérienne, qui a été dirigée par des fractions petites-bourgeoises urbaines et rurales, ne pouvait donner plus que ce qu'elle a donné dans les faits. Dans les circonstances générales de l'époque caractérisées par l'absence du prolétariat en tant que *classe pour soi*, la révolution nationale algérienne ne pouvait abolir l'*oppression de classe* en général mais seulement une forme de cette oppression, à savoir l'*oppression coloniale*.

Il en va de même au point de vue de la situation politique proprement dite. L'absence du prolétariat en tant que classe organisée de manière autonome sur la base de son propre programme historique ne pouvait que déboucher, au lendemain de l'indépendance, sur un rapport de forces en faveur des fractions bourgeoises et petites-bourgeoises qui n'ont pas hésité à se retourner bestialement contre les ouvriers et les masses pauvres en les écartant violemment de la vie politique et en leur interdisant toute liberté de mouvement et d'organisation.

Si on prend l'exemple de la Russie du début de ce siècle, on verra que, dès ses premiers pas, le prolétariat russe a développé son action en étant encadré par un parti solidement ancré dans les principes du marxisme révolutionnaire. Cela n'a malheureusement pas été le cas pour le jeune prolétariat algérien. A peine celui-ci a-t-il commencé à balbutier ses premiers mots avec l'Etoile Nord-Africaine dans l'émigration, la contre-révolution stalinienne qui a dénaturé l'Internationale Communiste de Lénine avant de l'enterrer, a vite fait tomber sa chape de plomb sur le mouvement ouvrier international.

Dans ses premières années glorieuses, l'Internationale Communiste avait lancé de Bakou aux "peuples d'Orient" un appel en faveur de la "guerre sainte" contre l'Occident impérialiste. En même temps, elle appelait les prolétaires des métropoles impérialistes à entrer en guerre contre les centres nerveux du capitalisme mondial. Conformément à sa stratégie unitaire et internationaliste elle appelait donc à la soudure de ces deux maillons d'une même chaîne à l'échelle de toute la planète.

Le PCF et le PCA de leur côté ont tourné le dos à cet appel au nom de la "défense de la démocratie" et de la "lutte prioritaire contre le fascisme". Ils trahissaient de façon ignoble la lutte anti-impérialiste des peuples colonisés au nom de l'internationalisme prolétarien et de la lutte de classe. C'est essentiellement pour cette raison historique que le prolétariat et les masses exploitées des pays colonisés comme l'Algérie se sont plongés dans les bras de la bourgeoisie ou de la petite-bourgeoisie nationales.

Désarmé politiquement, le prolétariat a certes participé généreusement au mouvement national et à la révolution anti-coloniale, mais *derrière* la petite-bourgeoisie qui lui imposait son programme et son idéologie à elle. Au lendemain de l'indépendance, le prolétariat et les masses exploitées qui n'avaient pu disposer ni d'un véritable parti communiste révolutionnaire ni d'organisations de classe indépendantes se sont retrouvés presque nus. Le rapport de forces était en faveur de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie qui se sont préparées à profiter seules des fruits de la victoire sur le colonialisme, victoire pour laquelle les masses ont pourtant tant donné.

## 2. La bourgeoisie algérienne a particulièrement besoin d'un Etat fort.

Les causes historiques de la forme de domination bourgeoise ouvertement dictatoriale et des conditions politiques terribles auxquelles sont confrontées depuis l'indépendance les masses algériennes, ne doivent pas être recherchées dans la volonté maléfique ou la "politique personnelle" des tenants de tel ou tel clan ayant un poids décisif au sein de l'appareil d'Etat.

N'en déplaise à ceux qui confondent histoire politique et roman policier, la situation à laquelle se trouvent confrontées les masses laborieuses en Algérie au point de vue politique a essentiellement sa raison d'être dans l'*exigence objective* pour toutes les fractions bourgeoises de chercher à se blinder le mieux possible pour parer au danger social et à la colère populaire et ouvrière qui s'explique largement par une situation sociale dramatique.

Cela est d'autant plus vrai qu'il s'agit d'un pays où la bourgeoisie était relativement faible au lendemain de l'indépendance. Reléguées au second plan durant la guerre de libération nationale anti-coloniale, les contradictions entre les différentes fractions bourgeoises n'ont pas tardé à se manifester au grand jour à l'approche de l'indépendance et ont même pris dès juillet 1962 la forme d'affrontements armés : guerre du "groupe de Tlemcen" dont le noyau dur était constitué par le clan d'Oujda contre le "groupe de Tizi Ouzou", guerre de l'état-major des frontières contre l'armée de l'intérieur, dissidence de plusieurs wilayas contre le pouvoir central représenté par le BP du FLN, etc.

Par ailleurs, la répression qui avait suivi l'entrée de l'armée des frontières à l'intérieur de l'Algérie, la déception et la démobilisation d'un grand nombre de militants du FLN et enfin l'intégration d'un nombre assez important parmi eux au sein de l'appareil d'Etat et même de l'appareil productif tout court après le départ des cadres européens étaient autant de facteurs qui jouaient dans le sens de l'usure du FLN en tant qu'organe d'encadrement et de mobilisation politiques.

Ajoutons à cela l'absence de grands appareils opportunistes politiques et syndicaux à l'européenne capables d'amortir les luttes ouvrières en vue de les canaliser et

de les détourner vers des objectifs réformistes et l'impossibilité matérielle pour la bourgeoisie algérienne d'entretenir un "syndicalisme démocratique-réformiste" de type occidental qui nécessite d'énormes dépenses pour corrompre une "aristocratie ouvrière" capable de former l'épine dorsale d'un appareil réformiste anti-ouvrier.

C'est la combinaison de l'ensemble de ces conditions politiques qui explique l'intervention directe, trois ans après l'indépendance, de l'ANP, "seule force organisée", à la tête de la machine étatique.

L'instabilité politique et sociale au lendemain de l'indépendance avec les risques qu'elle supposait, notamment celui d'ouvrir une brèche par laquelle les masses pourraient faire irruption avec leurs propres revendications, a poussé les fractions bourgeoises qui ont investi l'Etat dès 1962 à se débarrasser du "romantisme" populiste qui caractérisa la période ben belliste.

Certes, Ben Bella a servi à amortir les espoirs des masses par des mesures démagogiques en attendant que l'état-major épure les rangs de l'ANP et se prépare à prendre directement les rênes du pouvoir, mais force est de constater qu'il était vite devenu incapable de gérer les affaires des classes dominantes dont l'insécurité grandissait à mesure que se développaient les luttes ouvrières. C'est ainsi que le 19 juin 1965, Boumediène mit fin à cette période en inaugurant une nouvelle ère pour les classes possédantes qui ont commencé à respirer. La première mesure de Boumediène fut la *dénationalisation* de certaines entreprises qui avaient été étatisées du temps de Ben Bella.

En effet, si on le compare à celui qui l'avait précédé, le régime de Boumediène a pu durant une période introduire par la force coercitive de l'ANP une stabilité qui avait redonné la sécurité aux classes possédantes qui ont profité de cette période pour consolider leur pouvoir à tous les niveaux. Le régime de Boumediène a cherché notamment à unifier par la trique et la corruption les différentes fractions bourgeoises qui dominaient l'appareil d'Etat autour du "noyau dur" qui a déjà montré ses preuves contre-révolutionnaires quand il s'agissait de marcher sur les combattants et les populations des wilayas remuantes pour mettre en place Ben Bella et écraser dans le sang les maquis qui se sont formés contre le régime en 1963-64 en Kabylie et dans le Constantinois.

### 3. L'alternative bourgeoise à la crise ou le piège de la démocratisation.

Le "noyau dur" en question, qui avait servi comme colonne vertébrale au fameux "conseil de la révolution" mis sur pied à la suite du coup d'Etat du 19 juin 1965, n'était rien d'autre que le "clan d'Oujda" qui avait déjà prouvé avec zèle ses capacités contre-révolutionnaires dès 1962. Les besoins de la concentration des pouvoirs eux-mêmes avaient poussé à la diminution des effectifs du "conseil de la révolution" jusqu'à ne laisser subsister en son sein que les militaires appartenant au noyau initial formé autour de Boumediène et dont l'histoire remonte à la constitution de l'état-major de l'armée des frontières, formée à l'abri du souffle révolutionnaire des masses radicalisées dans la lutte anti-coloniale.

La crise sociale et politique qui s'est ouverte en 1974-75, à la fois comme conséquence de la crise internationale du capitalisme auquel l'économie algérienne est intimement liée et comme conséquence de la faillite du soi-disant "modèle algérien de développement" et des réformettes lancées à grand fracas par les mass-media à la solde de la bourgeoisie ("révolution agraire", plan quadriennal, "démocratisation de l'enseignement", etc), a été, surtout avec les contre-coups de la crise du Sahara occidental et de la remontée des luttes ouvrières, l'occasion de l'éclatement du "conseil de la révolution" et du "clan d'Oujda" lui-même dont la solidité n'avait pourtant jamais été mise en doute jusque-là par une quelconque fraction bourgeoise. C'est alors qu'on a assisté au limogeage de Kaïd Ahmed, responsable du FLN, de Chérif Belkacem, ministre d'Etat, sans parler des morts "accidentelles" et des "disparitions" comme cela a été le cas du ministre de l'intérieur Medeghri, etc.

C'est dans ce contexte politique que le régime de Boumediène s'est vu obligé de lancer son fameux, mais non moins ridicule, "processus de démocratisation" (débat préfabriqué sur la "charte nationale", référendum sur la constitution, élections présidentielles...). Il s'agissait pour le régime de dévier le mécontentement grandissant du prolétariat et des masses exploitées et de jouer la carte de la "mobilisation populaire" comme rempart contre les fractions bourgeoises qui commençaient à contester son "autorité" et à lui dénier toute "légitimité politique".

En effet, nous avons assisté depuis 1976 à une campagne démocratique dont les représentants de l'aile "libérale" de la bourgeoisie algérienne se sont fait les cham-

pions. Cette campagne, qui s'inscrit dans un processus international qui bénéficie, pour le moins qu'on puisse dire, de la faveur des impérialismes américain et français, vise à doter le pays d'institutions politiques démocratiques permettant d'amortir les antagonismes sociaux et politiques et de canaliser les luttes ouvrières pour mieux les stériliser. En mars 1976, les représentants de la bourgeoisie "libérale" (Abbas, Benkhadda, Lahouel, Kheireddine) lancent un appel en faveur de la démocratie et pour la réconciliation avec le Maroc de peur qu'une guerre algéro-marocaine ne débouche sur une situation sociale incontrôlable. En décembre de la même année, un document a commencé à circuler à Alger. Il est intitulé : *"Pour la liberté et la démocratie"*.

Certes, ces démocrates bourgeois tentent d'exploiter la situation dramatique des masses et les conditions politiques terribles auxquelles elles sont confrontées mais c'est pour conseiller à l'Etat bourgeois, auquel ils sont liés par mille fils, de rendre son oppression et sa violence moins ouvertes et de trouver une forme de domination plus souple et donc plus trompeuse. Pour utiliser une image bien connue, ces démocrates ne sont pas fous au point de préférer la carotte au bâton; ils veulent tout simplement que l'Etat use de la carotte (qui ne peut être qu'une carotte en fiction dans une situation de crise) *tout en gardant le bâton caché* et de ne l'utiliser qu'en dernier recours.

Tout en se gargarisant des mots de "liberté" et de "démocratie", les politiciens bourgeois promettent au régime de ne les revendiquer qu'en tenant compte des intérêts bien compris de l'Etat fort, c'est-à-dire en les subordonnant aux impératifs de cet Etat fort dont toutes les fractions bourgeoises ont un besoin crucial pour protéger leurs richesses et consolider leur pouvoir. Sinon comment expliquer que ces démocrates, ces défenseurs des "droits de l'homme" n'ont jamais ouvert la bouche depuis l'indépendance alors que les masses sont confrontées depuis 1962 à la répression systématique de tout ce qui bouge ? Pourquoi ont-ils commencé à s'inquiéter et à dénoncer verbalement la "dictature" seulement à partir de 1976 c'est-à-dire précisément au moment où leur tuteur, le fameux "clan d'Oujda" a commencé à éclater et au moment où on assiste à la remontée des luttes ouvrières ?

D'ailleurs, le régime lui-même n'était pas totalement indifférent devant les initiatives prises par l'aile "démocratique" de la bourgeoisie algérienne.

Le régime a su en tirer les conclusions surtout lorsqu'il s'est rendu compte que la remontée remarquable des luttes ouvrières (grèves de l'été 77 : dockers, SNIC, cheminots, RSTA) a mis en relief les limites du syndicat na-

tional et l'incapacité des institutions de la collaboration de classes mises sur pied à l'occasion de l'application de la GSE à contrôler et à prévenir les mouvements sociaux. Dans son discours devant la Commission exécutive nationale de l'UGTA du 24 septembre 1977, Boumediène avait ainsi déclaré : *"Je voudrais poser une nouvelle fois la question particulièrement après la dernière grève : quel est l'intérêt de l'existence d'assemblées de travailleurs, si un groupe de travailleurs est capable de faire cesser le travail, sans demander l'avis de cette assemblée élue par les travailleurs ou l'avis du syndicat ?"*. Le régime lui-même était donc aussi conscient que l'"opposition démocratique" de la nécessité d'amorcer une "ouverture" de façade et un changement de personnel politique et syndical pour mieux amortir les luttes sociales qui s'annonçaient à l'horizon. Le tout était de savoir comment assurer cette "ouverture" le plus calmement possible, comment garantir une mutation institutionnelle dont toutes les fractions bourgeoises sont convaincues de la nécessité sans pour autant ouvrir une brèche si minime soit-elle devant le mouvement de masse.

Le régime s'est cru obligé de recourir à un remaniement ministériel où certaines personnalités trop connues pour leur appartenance à la classe de la grande propriété foncière comme Benchérif ont servi de boucs-émissaires. Sur le plan syndical, Boumediène était attiré par une tendance qui fit jour à l'occasion de la préparation du 5ème congrès de l'UGTA et qui se prononçait pour l'intégration de la centrale syndicale à toutes les décisions économiques et sociales et pour le renforcement de ses structures à tous les niveaux, aussi bien horizontal que vertical. Avec l'appui de Boumediène, Yahiaoui s'est mis à l'époque à encourager l'accession aux responsabilités des syndicalistes connus pour leur langage de "gauche" mais surtout pour leur souplesse et leur démagogie. Le nouveau secrétaire général de l'UGTA, Demmen Debbih, est un ancien militant de la CGT et du PCA ayant rallié le FLN. Par ailleurs, deux staliniens membres du PAGS ont pu accéder à la Commission Exécutive Nationale de la centrale syndicale.

Mais les illusions concernant un possible assouplissement de la dictature bourgeoise qui sévit en Algérie n'ont jamais été aussi fortes qu'après la mort de Boumediène baptisé par certains le "grand dictateur".

Dans la réalité, le soi-disant "printemps" inauguré par le régime de Chadli et la "libéralisation" à laquelle ont commencé à applaudir certains milieux bourgeois cachait mal le souci des hautes instances de la bourgeoisie d'unifier ses propres rangs, de dépasser les vieux clivages et de remettre à l'arrière-plan les divergences secondaires et les luttes de clans à l'heure où l'émergence de la classe ouvrière sur la scène sociale et le grondement de la colère populaire se font de plus en plus entendre.

C'est dans ce contexte qu'il faut saisir les différentes mesures prises par le gouvernement de Chadli : suppression des autorisations de sortie, libération de 11 détenus politiques impliqués dans le coup d'Etat de décembre 1967, levée de la mesure d'assignation à résidence qui concernait les leaders de l'"opposition libérale" (Abbas, Benkhadda, Lahouel, Kheireddine), retour de l'exil de certaines personnalités d'opposition comme B. Boumaza et enfin récemment la libération définitive d'Ahmed Ben Bella et l'amnistie de Tahar Zbiri.

Cependant, dès septembre 1979, le gouvernement algérien avait pratiquement montré qu'il s'agissait d'une "ouverture" nécessairement à sens unique. Aux mesures d'"apaisement" se sont succédées les mesures d'"assainissement". L'épisode est trop connu pour qu'il y ait le besoin de s'y étendre. C'est à cette occasion que l'ancien ministre des P et T, le colonel Zerguini, s'est cru obligé de se prononcer contre tout *"sentimentalisme, démagogie ou populisme dans les relations professionnelles"*. Cela n'était pas un hasard. Le caractère anti-prolétarien de ces mesures ressort clairement lorsqu'on sait par exemple que cette déclaration a été faite juste à la suite de la grève générale des postiers des 16 et 17 juillet 1979.

## 4. La bourgeoisie à l'heure de la restructuration politique.

Le déséquilibre apparu entre les différents clans au pouvoir à la suite de la mort de Boumediène, qui jouait dans une certaine mesure le rôle d'un arbitre entre les différentes fractions bourgeoises dans un but évident de "paix sociale", avait imposé une certaine déconcentration des pouvoirs qui étaient jusque-là monopolisés par le chef suprême du "conseil de la révolution". Certes, il s'agissait d'une redistribution des pouvoirs sous l'oeil attentif des hautes sphères de l'ANP qui demeure dans les faits la "seule force organisée du pays". Mais il ne demeurait pas moins vrai que l'antagonisme Bouteflika-Yahiaoui, en faisant intervenir un troisième personnage pour éviter une rupture au sommet de nature à affaiblir l'appareil d'Etat et à ouvrir une brèche aux masses, a débouché sur un certain partage des pouvoirs au prix de la quasi-disparition politique du premier, du recul de position du second et de la montée de Chadli à la tête de la machine étatique.

C'est ainsi que le poste de premier ministre monopolisé auparavant par Boumediène a échu à l'ancien ministre de l'intérieur, Benahmed Abdelghani. Par ailleurs, le bureau politique du FLN était sorti du 4ème congrès avec des prérogatives réelles, ses membres étaient choisis par le Comité Central, bref une certaine "collégialité" s'est faite jour par la force des choses. Cela ne signifiait en rien bien entendu que la déconcentration des pouvoirs aboutirait à un assouplissement de la dictature bourgeoise en Algérie pour la bonne raison que celle-ci est à relier à l'ensemble des conditions politiques générales auxquelles doit faire face la bourgeoisie algérienne et non pas à la volonté machiavélique d'un Boumediène comme se l'imaginent certains.

La meilleure preuve que l'"ouverture" que certains ont cru attendre de Chadli était dans les faits à sens unique c'est-à-dire que la politique d'"union nationale" pratiquée par Chadli concernait surtout les représentants des fractions bourgeoises rivales afin d'effacer les traces des anciens règlements de comptes inter-clans, c'est qu'il a suffi des secousses sociales du printemps 1980 qui ont culminé dans les émeutes de Tizi Ouzou du 20 au 24 avril 1980 pour que la bourgeoisie se sente dans l'obligation de mettre en veilleuse sa soi-disant "collégialité" inaugurée durant la période d'agonie de Boumediène.

Les fractions bourgeoises ont toujours été pour un Etat fort qui ne lésine pas sur les moyens à employer lorsqu'il s'agit de défendre l'Ordre établi, garant de leurs privilèges et de leur domination. Qu'on se rappelle leur soulagement à la suite de l'entrée de l'armée des frontières en Algérie en 1962 qui allait mettre fin aux espoirs des masses populaires, ou à la suite du coup d'Etat du 19 juin 1965 qui mit fin à l'incapacité du régime de Ben Bella à assurer l'Ordre auquel aspiraient toutes les classes possédantes.

Que les choses aillent dans le sens de la concentration des pouvoirs entre les mains de Chadli précisément au moment où s'est fait sentir le danger social des masses descendues dans la rue contre la répression bourgeoise, cela prouve que la bourgeoisie est consciente qu'à l'heure où s'annoncent des affrontements de classes de plus en plus ouverts, la victoire sera du côté de celui qui aura su concentrer tous ses nerfs et unifier ses multiples énergies grâce à un *centre de commandement unique*.

En effet, les quelques 4000 délégués du congrès extraordinaire du FLN réuni à la suite des manifestations populaires du printemps 1980 ont donné sans hésiter les pleins pouvoirs à Chadli " *pour remettre de l'ordre au pays* ". C'est ainsi que le bureau politique du FLN a été réduit de 17 à 7 membres, efficacité et rapidité de déci-

sion obligent. C'est Chadli personnellement qui choisit directement les membres politiques du FLN. Pour ne pas trop effrayer les masses, le patron de la SM, le colonel Merbah, a quitté le bureau politique. Ayant utilisé tout son poids durant la période d'instabilité où il fallait s'entendre pour imposer le successeur de Boumediène et une règle de jeu acceptable pour tout le monde, il est, dorénavant, plus utile à l'ombre.

C'est dans ce contexte où la bourgeoisie recourt tout naturellement à une centralisation politique plus grande dans le but évident de se préparer à affronter une situation sociale explosive qu'il faut saisir l'offensive politique lancée par certains lors du congrès extraordinaire du FLN dans le but de mieux contrôler le travail de ceux qui partagent les options officielles du régime mais qui ne sont pas *directement* rattachés à l'appareil hiérarchique de l'Etat notamment à sa colonne vertébrale qu'est l'ANP. C'est le sens de l'éditorial d'*El Moudjahid* du 18/6/80 qui rappelait à l'adresse des révisionnistes stalinien du PAGS qu'il ne sera plus permis "*d'avoir un pied dans l'appareil et un autre dans une forme d'opposition*" qui ne dit pas son nom et qui se révèle dans certains cas souvent très confortable pour ses auteurs".

Toujours dans cette logique, la 4ème session ordinaire du Comité Central du FLN du 29 décembre 1980 a pris un certain nombre de mesures allant dans le sens de la restructuration du FLN, restructuration de nature à pallier aux carences de celui-ci, étant devenu évident pour tout le monde que le FLN n'est jamais arrivé à contrôler les mouvements sociaux, ni encore moins les prévenir. C'est Chadli en personne qui a pratiquement choisi les 31 secrétaires des mouhafadates qui présideront dorénavant des "Conseils de Coordination" chargés de veiller à l'application des directives gouvernementales au niveau des wilayates. Par ailleurs, les cadres des soi-disant organisations "de masse" seront dorénavant obligés d'avoir leur carte d'adhésion au FLN.

Cela concerne évidemment en premier lieu les révisionnistes du PAGS qui ne se gênent pas pour prendre des responsabilités dans les appareils bureaucratiques de l'UGTA, l'UNJA et l'UNFA dans la mesure où toute leur politique de collaboration de classes passe nécessairement par leur incorporation aux rouages administratifs des organismes que la bourgeoisie utilise en vue d'embrigader les masses. Se plier davantage aux directives gouvernementales pour mieux servir l'Ordre établi, voilà grossièrement ce que dit l'Etat bourgeois à ses valets du PAGS. Le valet a entendu. Il montre chaque jour davantage qu'il est digne de sa fonction de pompier social même si les étincelles de luttes de classes s'avèrent de plus en plus difficiles à s'éteindre par la démagogie et les beaux discours et nous travaillerons de toutes nos forces pour que ce phénomène éminemment positif puisse aller jusqu'au bout.

## II. Lutte de classes et perspectives révolutionnaires.

### 1. La lutte contre l'exploitation et la répression bourgeoises dans la perspective de la préparation révolutionnaire.

Que l'"ouverture" politique et la concentration des pouvoirs aillent de pair n'est pas pour nous étonner. Sous le régime de la dictature de la bourgeoisie, toute "ouverture" ne peut qu'être à sens unique, ce qui signifie que les masses n'ont rien à attendre de la bourgeoisie. L'intervention féroce des CNS lors des manifestations de Kabylie et d'Alger au printemps 1980 confirme s'il en est encore besoin que contrairement aux illusions répandues par certains, la disparition de Boumediène ne pouvait pas déboucher automatiquement sur un assouplissement de la répression bourgeoise qui sévit contre les masses en Algérie.

Ceci étant dit, nous devons en tirer toutes les conclusions. Les conditions politiques auxquelles doit faire face la bourgeoisie algérienne lui dictent des méthodes de gouvernement ouvertement dictatoriales et la poussent objectivement à s'appuyer de manière directe sur l'appareil hiérarchique de l'ANP. Dans ces conditions, toutes les concessions qu'elle sera à même de donner *en l'absence d'un grand mouvement de masse* ne peuvent être que de la poudre aux yeux des masses.

Cependant, la dynamique des contradictions capitalistes, aggravées par la persistance de nombreux vestiges de

rapports d'exploitation archaïques à la campagne, par l'extrême misère que traîne derrière elle la masse des semi-prolétaires et sous-prolétaires entassés dans les bidonvilles, et par le poids terrible de l'oppression qui pèse particulièrement sur les femmes et les jeunes ne pourra que rendre de plus en plus intolérable la répression quotidienne à laquelle sont confrontées la classe ouvrière et les masses exploitées en Algérie.

L'approfondissement de la crise économique et sociale du capitalisme ne peut signifier pour les ouvriers, les paysans pauvres et les masses semi-prolétariennes que l'aggravation de leur situation déjà dramatique. Les conditions de vie et de travail, qui deviennent chaque jour plus insupportables, ne peuvent et ne pourront que susciter chaque jour davantage une lutte de classes de plus en plus ouverte, de plus en plus vigoureuse. La bourgeoisie et ses valets ont beau faire de grands discours, la lutte des classes est avant tout déterminée par l'antagonisme d'intérêts qui opposent les classes possédantes qui accumulent richesse sur richesse et les classes exploitées, à leur tête le prolétariat, qui accumulent de leur côté misère sur misère.

Or, il est clair que c'est surtout lorsque les masses se mettent en mouvement pour leurs revendications les plus brûlantes qu'elles s'aperçoivent que l'*état d'exception politique* imposé par la bourgeoisie au moyen de la terreur de ses appareils policier, militaire et judiciaire entrave *objectivement* le développement du mouvement des ouvriers, des jeunes opprimés et des masses exploitées susceptibles de se révolter.

C'est ce qui explique que c'est à partir du moment où de larges secteurs de la classe ouvrière ont commencé à relever la tête, pour résister aux effets catastrophiques du capitalisme conjugués aux phénomènes sociaux renvoyant à l'arriération économique et sociale du pays, que le problème de la lutte contre la répression bourgeoise et pour arracher les libertés politiques et syndicales indispensables au développement du mouvement social a commencé à être soulevé tant dans les réunions et les assemblées générales ouvrières que dans les universités.

Face au danger que constitue l'émergence de la classe ouvrière et des masses opprimées sur la scène sociale, la bourgeoisie, à son tour, ne peut évidemment répondre qu'en blindant encore davantage son appareil d'Etat et en accentuant la pression politique et physique qu'elle fait peser sur le prolétariat et les masses exploitées des villes et des campagnes. Il n'est donc pas étonnant que ce soit précisément après le réveil du mouvement social et notamment après les grèves ouvrières de l'été 1977 que certains milieux bourgeois ont commencé à parler de la nécessité

d'une politique de "réconciliation" et d'"Union nationale" et d'une "démocratisation" des institutions de l'Etat. Ce n'est pas un hasard non plus que le gouvernement se soit cru obligé d'accélérer cette politique d'"ouverture" et d'"Union nationale" juste à la suite des manifestations qui ont secoué la Kabylie au printemps 1980. Nous n'aurons jamais assez répété que cette "ouverture" concerne surtout d'anciens politiciens bourgeois et petits-bourgeois qui étaient jusqu'ici en marge du régime pour ne pas dire dans l'"opposition".

Mais ce n'est pas non plus une pure coïncidence qu'à l'heure même où l'Etat bourgeois lève le masque et dévoile sa véritable nature anti-prolétarienne et anti-populaire en envoyant ses CNS massacrer les ouvriers et les jeunes en révolte, les "frères musulmans" accentuent leur terrorisme idéologique et multiplient leurs lâches agressions dans les quartiers, les lycées et les universités, sans oublier les développements enregistrés par le courant "baâthiste".

Les fausses promesses des marchands d'illusions de tous poils ne changeront rien à la situation et aux conditions politiques d'exception auxquelles se trouvent confrontées les masses algériennes. Cette situation et ces conditions politiques nous dictent des tâches urgentes en matière de lutte contre l'oppression sociale (femmes, jeunes) et la répression politique et syndicale qui sévissent en Algérie.

La nature de classe bourgeoise de l'Etat en Algérie, et par conséquent le caractère bourgeois de la répression qui s'abat sur les masses rendent absurde, sinon criminel, la démarche de ceux qui voudraient s'opposer à cette répression sur le terrain des "droits de l'homme" et des forces inter-classistes ou pluri-classistes.

Dans la lutte *urgente* et *indispensable* contre toutes les formes de répression bourgeoise et pour arracher les libertés politiques et syndicales, les travailleurs n'ont rien à attendre des forces petites-bourgeoises ou semi-bourgeoises aussi démocratiques soient-elles. Les classes sociales qui sont réellement intéressées par la lutte contre la répression bourgeoise, sur le terrain de l'*action directe* et non pas sur celui des pleurnicheries démocratiques, sont principalement la classe ouvrière et la paysannerie pauvre en passant par les larges couches semi-prolétariennes aussi bien urbaines que rurales et par des secteurs importants de la jeunesse lycéenne et étudiante.

La lutte pour libérer tous les camarades qui sont détenus, pour arracher l'égalité totale des droits pour les femmes, les droits de grève, d'expression, de réunion, d'organisation et de manifestation et la reconnaissance

des langues populaires doit être liée à la lutte immédiate de résistance à l'exploitation et à la préparation de la lutte révolutionnaire en vue d'abattre l'Etat bourgeois et en finir avec le capitalisme.

Cette lutte doit par conséquent être menée sur le terrain de la *lutte prolétarienne* et de l'*action directe* et non pas avec le marais démocratique et inter-classiste. Cette lutte doit tourner le dos aux méthodes couardes, veules et impuissantes constamment agitées par les courants démocratiques petit-bourgeois et qui n'ont jamais fait reculer la bourgeoisie, son Etat, sa police et sa justice (lettres, pétitions, etc). La lutte contre la répression bourgeoise qui est une *lutte de classe* dans toute sa signification doit, au contraire, revendiquer et employer les *méthodes de classe* qui fassent jouer en faveur des travailleurs la force que leur donne malgré lui le capitalisme et qui réside notamment dans leur nombre, leur concentration et la place décisive qu'ils occupent dans l'appareil productif (grèves avec piquets, manifestations de rue, auto-défense prolétarienne, etc).

## 2. L'alternative révolutionnaire à la crise du capitalisme.

Comme toute lutte de défense immédiate, la lutte contre la répression bourgeoise, pourvu qu'elle soit menée efficacement sur un terrain de classe, tend à donner au prolétariat et aux masses exploitées un espace plus grand pour lutter contre la société capitaliste. Cette lutte, comme toute lutte à caractère syndical, même si elle présente des conditions plus favorables à l'agitation politique révolutionnaire, contribue au regroupement naturel et à l'entraînement pratique des masses prolétariennes, indispensable à la préparation révolutionnaire.

Cependant, les communistes révolutionnaires ne peuvent se contenter de participer, ni même d'impulser et de diriger des mouvements contre la répression bourgeoise et pour arracher les libertés politiques et syndicales indispensables au développement du mouvement ouvrier. Tant que le pouvoir d'Etat demeure entre les mains de la bourgeoisie, les résultats dans la lutte immédiate, tant économiques, sociaux que politiques que peut concéder la classe capitaliste sous la pression des masses prolétariennes en mouvement, sont toujours susceptibles d'être soit remis en cause, soit vidés de leur contenu réel.

Depuis le *Manifeste du Parti Communiste* de 1848, "les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'Ordre social passé". C'est pourquoi les communistes révolutionnaires mènent et organisent la lutte contre la répression bourgeoise ainsi que la résistance quotidienne à l'exploitation capitaliste tout en les liant à la perspective politique du renversement de la bourgeoisie, de la prise du pouvoir par le prolétariat, de l'instauration de sa dictature de classe et de la réalisation de la société communiste à l'échelle mondiale.

D'ailleurs, les communistes révolutionnaires ne sont pas les seuls à lier et à subordonner la lutte de défense immédiate à leur perspective politique finale. Tous les courants politiques se frottent à la lutte immédiate non seulement en essayant d'y importer leurs méthodes mais aussi en essayant de les détourner vers leurs objectifs programmatiques et politiques respectifs.

Ceux qui se réclament "autonomes" en se démarquant de toutes les organisations politiques existantes ne constituent pas dans la réalité une exception à cette règle. Car qu'ils le veuillent ou pas, ils défendent une certaine politique dès le moment où ils prennent une certaine position vis-à-vis de l'Etat en place et essayent de systématiser les aspirations et les objectifs du mouvement qui leur a donné naissance sous la forme de mots d'ordre politiques.

Les courants de la soi-disant "opposition" algérienne n'hésitent pas à mettre à profit les conditions politiques d'exception qui pèsent sur les masses algériennes pour proposer, chacun de son côté, leurs recettes respectives. Néanmoins, pour variées qu'elles soient, ces recettes politiques se rejoignent dans la revendication d'un "régime démocratique" que tout le monde présente comme étant ni la dictature du prolétariat, ni la dictature de la bourgeoisie. Passons sur les démocrates libéraux type UNLD ou F. Abbas qui rêvent d'une démocratie à l'occidentale dont la bourgeoisie algérienne est au demeurant incapable d'assumer les frais comme nous avons essayé de le montrer dans la première partie.

Les petits-bourgeois du PRS et leurs dissidents revendiquent de leur côté une issue qui soit à la fois démocratique et "de gauche". Quant aux trotskystes ultra-dégénérés, ils ne cessent pas de faire un grand tapage autour du mot d'ordre de l'"Assemblée Constituante" qui déboucherait selon eux sur un "gouvernement ouvrier et paysan" au sujet duquel ils se gardent bien de donner la moindre précision.

La phraséologie "révolutionnaire" dont font parfois preuve ces courants petits-bourgeois cache mal le réformisme qui constitue la base de leurs positions politiques et qui est aux antipodes du marxisme révolutionnaire. Il est clair qu'en Algérie, l'Etat s'est débarrassé des formes de domination politique impérialiste qui écartaient du pouvoir politique la bourgeoisie nationale au profit de la caste coloniale, relais des privilèges directs de l'impérialisme. L'Etat algérien ne peut subir, dans le pire des cas, que de manière accessoire et marginale les formes de domination patriarcale, tribale ou villageoise pour la bonne raison que même lorsqu'elles se sont perpétuées, ces formes ont été mises à profit par la bourgeoisie locale à ses fins de classe.

Il s'agit donc d'un Etat *national bourgeois* et non colonial ou féodal.

Certes, il s'agit d'un Etat bourgeois né à une époque où le capitalisme, dans sa phase sénile et impérialiste, tend de plus en plus vers la concentration économique, la centralisation financière et le totalitarisme politique et militaro-policière. L'intégration et la dépendance croissantes de la bourgeoisie algérienne vis-à-vis de l'impérialisme apparaît dans ces conditions non pas tant comme le produit de son arriération économique ou de sa servilité politique que comme le produit inévitable des tendances du capitalisme à l'époque de l'impérialisme à concentrer les richesses et les pouvoirs entre les mains de quelques monstres étatiques, à se soumettre et à se partager la plupart des petites et moyennes nations.

Dans ces conditions, la seule issue révolutionnaire qui soit donnée au prolétariat et aux masses exploitées des villes et des campagnes, est la destruction violente de cet Etat bourgeois et non pas sa "démocratisation" par un changement de régime, l'instauration de la dictature du prolétariat et non pas une république démocratique avec Assemblée Constituante qui, même si elle était réalisable, ne pourra que donner un vernis "représentatif" et une forme plus souple, et donc plus trompeuse, à la domination politique de la bourgeoisie.

Contre les courants trotskystes, qui se réclament à tort du marxisme révolutionnaire cependant qu'ils ne savent jurer que par l'Assemblée Constituante, nous proclamons qu'il ne peut y avoir aucune forme de pouvoir politique qui ne soit ni la dictature du prolétariat ni la dictature de la bourgeoisie. Nous ne faisons en cela que défendre les positions rigoureuses du communisme révolutionnaire dans la question centrale de l'Etat comme Lénine a dû également le faire face aux liquidateurs et aux révisionnistes d'hier : "Il n'y a pas de milieu. Seuls en rêvent vainement les fils à papa, la gent intellectuelle,

*les petits messieurs qui ont fait de mauvaises études dans de méchants bouquins. Nulle part au monde il n'y a et il ne saurait y avoir de milieu. Ou bien la dictature de la bourgeoisie (dissimulée sous la pompeuse phraséologie socialiste-révolutionnaire et menchévique sur la souveraineté du peuple, la constituante, les libertés, etc), ou bien la dictature du prolétariat. Celui à qui toute l'histoire du XIXème siècle n'a pas appris cela est un imbécile fini!" (Oeuvres, T.29, p.564).*

Il est clair que la dictature du prolétariat, qui entraînera en Algérie la masse des paysans sans terre, sans travail et sans-réserves, aura à réaliser toutes les tâches démocratiques que la bourgeoisie s'est révélée incapable de réaliser (comme c'est le cas de la brûlante question agraire par exemple), même si elle oeuvrera, surtout en liaison avec la classe ouvrière de tous les pays, à la victoire de la révolution prolétarienne internationale et à la transformation communiste de la planète entière.

### 3. Pour la révolution communiste mondiale !

Lors de sa création en 1919, l'Internationale Communiste de Lénine se faisait l'honneur de rappeler dans ses statuts, après la vague de trahison social-réformiste et social-chauvine de la IIème Internationale, ce principe que l'on trouvait déjà dans la Ière Internationale de Marx-Engels : "*L'émancipation des travailleurs n'est pas une tâche locale, ni nationale, mais bien une tâche sociale et internationale*".

Et comment peut-il en être autrement aujourd'hui à l'époque de l'impérialisme, des multinationales et du militarisme des grandes puissances ? Le réseau des diverses formes de dépendance transitoires dont parlait déjà Lénine pour expliquer la nature des relations internationales à l'époque de l'impérialisme qui va de la dépendance alimentaire, commerciale, technologique et financière jusqu'à la dépendance sur le plan de l'instruction et des équipements militaires posera des problèmes complexes après la prise du pouvoir par le prolétariat, particulièrement dans un pays comme l'Algérie.

Il est clair - et ce serait criminel de ne pas en tenir compte - que dans l'hypothèse de la prise du pouvoir par le prolétariat algérien, l'impérialisme français en particulier ne restera pas les bras croisés, tant à cause de ses intérêts directement en jeu en Algérie, qu'à cause de la position stratégique du Maghreb.

En effet, on ne peut sérieusement imaginer un mouvement révolutionnaire d'envergure dans un des pays maghrébins sans qu'il ait une incidence sur les autres. Cela était déjà le cas hier durant la lutte de libération nationale. L'impérialisme français s'est empressé de renoncer à la Tunisie et au Maroc en 1956 pour concentrer ses troupes en Algérie et pour éviter la fusion des mouvements nationaux des trois pays maghrébins dans un front de lutte anti-impérialiste unique.

Ce n'est pas un hasard non plus si les bourgeoisies du Maghreb, qui ont été incapables de s'unir contre le colonialisme français, parlent aujourd'hui (malgré la parenthèse de la crise algéro-marocaine) du "Grand Maghreb arabe". Leur démarche, présentée démagogiquement comme unificatrice, repose en fait sur un souci contre-révolutionnaire, lequel les pousse à se concerter pour coopérer éventuellement contre toute tentative de déstabilisation des Etats en place. Rappelons, à titre d'exemple, que la bourgeoisie algérienne aurait livré à Hassan II plusieurs dizaines de militants impliqués dans les actions armées de mars 1973 qui se sont réfugiés du côté algérien de la frontière algéro-marocaine. Et si la bourgeoisie algérienne s'est mise subitement à dénoncer, en 1975, le caractère réactionnaire du régime marocain, cela cache mal son jeu hypocrite et ses propres appétits dans la région. De toute façon, il s'agit d'une dénonciation purement conjoncturelle qui ne doit pas cacher que les deux bourgeoisies se retrouvent unies au cas où un mouvement social d'envergure menacerait l'une d'entre elles.

Dans ces conditions, la solidarité et l'union internationales du prolétariat - à commencer au niveau du Maghreb - sont plus que jamais indispensables pour faire face aux puissances colossales de l'impérialisme mondial. L'internationalisation croissante de la vie économique et politique, qui obéit aux règles de la concentration et de la centralisation impérialistes, rend de plus en plus *actuel* le caractère universel de la révolution communiste. Dans cette révolution, tous les prolétaires du monde ont un rôle à jouer, ceux des pays impérialistes comme ceux des pays dits du "Tiers-Monde".

Mais si les possibilités d'intervention de la bourgeoisie impérialiste se sont accrues au fur et à mesure qu'elle asseoit la domination du capital financier et du militarisme bourgeois, il est par contre un phénomène engen-

dré inévitablement par l'impérialisme qui doit donner un grand courage au prolétariat et que le parti communiste mondial doit mettre à profit pour accélérer la lutte d'anéantissement des forteresses impérialistes, c'est le phénomène de l'émigration ouvrière.

En effet, les prolétaires émigrés sont un *trait d'union vivant* entre les prolétaires des métropoles impérialistes et ceux des pays dominés par l'impérialisme. C'est pourquoi, même dans son travail en direction de l'Algérie, notre parti accorde une importance considérable au travail politique au sein de l'émigration ouvrière dont le rôle sera décisif dans la bataille qui consiste à frapper au coeur l'ennemi le plus coriace du prolétariat : l'impérialisme, sans la destruction duquel la révolution dans un pays en voie de développement comme l'Algérie ne tiendra pas longtemps.

### III. Les tâches des communistes révolutionnaires en Algérie.

Depuis le *Manifeste Communiste* de 1848, les communistes révolutionnaires se distinguent du reste des ouvriers en lutte en ce sens qu'ils "*luttent pour les buts et les intérêts immédiats de la classe ouvrière, mais au sein du mouvement actuel ils représentent et défendent en même temps l'avenir du mouvement*". En effet, si la lutte immédiate de défense soulage les travailleurs et constitue pour eux un terrain de regroupement et d'entraînement des forces, l'avenir de la classe ouvrière réside dans le bouleversement violent et radical de tout l'Ordre social existant. Le programme communiste cristallise les conditions historiques dont la réalisation est indispensable à ce bouleversement et donc à l'avènement de la société communiste sans classes.

C'est pourquoi la défense de l'avenir de la classe ouvrière signifie pour les communistes révolutionnaires, défense du *programme communiste*, de la théorie marxiste qui démontre l'inéluctabilité de la chute du capitalisme, donne un fondement scientifique et historique à ce programme et éclaire le chemin que doivent parcourir les ouvriers d'avant-garde et les militants révolutionnaires pour contribuer efficacement au renversement de la bourgeoisie.

Cependant, la défense de la théorie et du programme communistes ne peut se faire dans l'abstrait. C'est par et dans une participation active aux luttes que les communistes révolutionnaires défendent le marxisme, cette théorie révolutionnaire sans laquelle il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire.

Cette défense militante de la théorie et du programme du communisme révolutionnaire doit donc se prolonger, sous peine d'être dénaturée, dans une activité visant à assurer la continuité dans l'espace et dans le temps de l'organisation qui défend avec acharnement cette théorie et lutte

de toutes ses forces pour réaliser ce programme. Il s'agit d'une activité qui vise à renforcer le parti mais aussi à le protéger, en théorie et dans la pratique, contre toutes les influences bourgeoises et petites-bourgeoises véhiculées par le milieu environnant dont le poids varie avec les flux et reflux du mouvement ouvrier.

Mais il est clair que la défense de l'avenir de la classe ouvrière, à laquelle se consacrent les communistes révolutionnaires en défendant la théorie marxiste et le parti qui l'incarne, ne peut se faire en niant ou en tournant le dos au présent de la classe, présent fait de luttes économiques, manifestations de mécontentement social, émeutes, tentatives d'organisation immédiate, etc. Une classe incapable de se défendre contre les attaques du capitalisme et de s'organiser de manière indépendante sur un terrain purement syndical sera d'autant plus incapable de se placer sur le terrain de l'affrontement général avec l'Etat bourgeois, de s'organiser autour du parti de classe révolutionnaire pour prendre le pouvoir et de mener les dures batailles de la guerre civile, de l'extension internationale de la révolution et de la transformation communiste de la planète entière.

Pour reprendre la subdivision classique des tâches des communistes révolutionnaires telle qu'elle ressort des textes classiques d'Engels et de Lénine, nous pouvons affirmer que notre intervention se situe à trois niveaux : idéologique, économique et politique.

## 1. La lutte idéologique.

Le déplacement d'une avant-garde prolétarienne du terrain des mouvements spontanés suscités par des intérêts partiels sur le terrain d'une action prolétarienne générale constitue la base matérielle de la constitution et du développement du parti de classe révolutionnaire. C'est sur cette base matérielle, et non pas en vase clos, que se développe l'activité théorique ou idéologique des marxistes révolutionnaires. Au départ, cette activité est assurée par une poignée de militants regroupés autour de la doctrine et du programme qui sont les résultats d'une étude historique de la société humaine et de sa structure à l'époque capitaliste actuelle conduite sur la base des données et des expériences de la lutte prolétarienne réelle.

Depuis que le marxisme a surgi d'un bloc dans le choc des luttes et des révolutions de 1848 et même dans les périodes de reflux du mouvement ouvrier, une des manifestations de la lutte de classe consiste à brandir le drapeau du communisme révolutionnaire, à défendre la doctrine et le programme marxistes contre les assauts de la bourgeoisie et du doute révisionniste, à propager les idées du socialisme scientifique parmi les ouvriers d'avant-garde et les jeunes combattifs, en un mot mener la lutte idéologique dans toutes ses dimensions. En 1897, Lénine écrivait : *"Convaincus que seule la doctrine du socialisme scientifique et de la lutte des classes peut à l'heure actuelle être la théorie révolutionnaire servant de drapeau au mouvement révolutionnaire les social-démocrates russes la diffuseront de toutes leurs forces et la défendront contre les fausses interprétations; ils se dresseront contre toutes les tentatives de rattacher le mouvement ouvrier encore jeune de la Russie à des doctrines moins précises"* (Oeuvres, T.2, p.338).

Les tâches que se donnaient les social-démocrates russes à la fin du siècle dernier sont celles-là mêmes qui incombent aujourd'hui aux communistes internationalistes en Algérie. Au moment où les idéologues à la solde de la bourgeoisie algérienne prétendent avoir découvert une "nouvelle voie" au socialisme qui ne reposerait plus sur la lutte de classes mais sur la "solidarité nationale" et la "fraternité musulmane", nous avons à réaffirmer que *"seule la doctrine du socialisme scientifique et de la lutte de classes peut être la théorie révolutionnaire servant de drapeau au mouvement révolutionnaire"* et que nous la défendrons et diffuserons de toutes nos forces. C'est seulement en se servant de l'arme du marxisme que les révolutionnaires algériens arriveront à dévoiler les mensonges du soi-disant "socialisme national" algérien aux couleurs "arabo-islamiques" et à indiquer au prolétariat le chemin qu'il doit parcourir pour s'organiser à la tête des masses pauvres en vue d'abattre le capitalisme.

Dans cette perspective, nous ne refuserons pas de travailler dans des cercles ayant pour but d'étudier les classiques du marxisme et de réfléchir sur la situation qui prévaut aujourd'hui ainsi que sur le cours du révisionnisme pour aider toutes celles et tous ceux qui s'approchent du marxisme à mieux tirer les enseignements que nous apportent l'étude des textes de Marx-Engels-Lénine, le bilan de la dégénérescence du mouvement ouvrier et communiste international et l'analyse des facteurs qui pèsent sur la lutte des classes à notre époque.

La lutte idéologique de défense et de propagation de la doctrine, du programme et des principes du communisme révolutionnaire se fera en liaison intime avec la situation qui prévaut en Algérie du point de vue idéologique.

De ce point de vue, nous pouvons avancer les axes suivants que nous aurons à développer dans *El-Oumami* :

1) Le fait que l'exploitation capitaliste se présente en Algérie sous le manteau du "socialisme" nous dicte la tâche de démasquer les mensonges hypocrites de la bourgeoisie algérienne qui veut mettre à profit les sentiments légitimes des masses. Pour notre part, nous devons partir du besoin de la justice sociale et du socialisme qui est vivace chez les masses prolétarisées pour propager les idées du socialisme scientifique qui est le seul en mesure de donner un fondement scientifique, matérialiste et historique aux besoins et aux aspirations des travailleurs.

2) La thèse bourgeoise du "socialisme national" aux couleurs "arabo-islamiques" s'accompagne bien évidemment en théorie de la négation du rôle historique du prolétariat et de la lutte des classes. Il est clair que la défense du socialisme véritable doit nécessairement s'accompagner de la réaffirmation marxiste de la place décisive qu'occupe le prolétariat dans le système de production moderne et du caractère irréductible de l'antagonisme d'intérêts qui l'oppose à la bourgeoisie ainsi que de son rôle historique qui consiste à abattre le capitalisme et instaurer le communisme.

3) La faillite du "socialisme" officiel, notamment dans les secteurs autogéré et coopératif à la campagne, ne manque pas d'être utilisée par les secteurs de la bourgeoisie privée contre le socialisme tout court en alléguant que si la production agricole stagne et même diminue, ce serait parce que les travailleurs agricoles refusent de travailler dans la mesure où il ne s'agit pas de leur propriété. Dans la réalité, la bureaucratisation qui étouffe ce secteur, loin de provenir du socialisme, renvoie plutôt à l'arriération économique et sociale (morcellement de la propriété et de la production dans le secteur traditionnel). Cette bureaucratisation s'avère d'autant plus étouffante qu'elle se conjugue avec les problèmes de stockages, d'approvisionnements, d'engrais, de crédits, de moyens de communications et de transports que l'anarchie du mode de production capitaliste (fuite des investissements vers l'industrie) est loin de pouvoir résoudre. S'il est vrai qu'un certain absentéisme se manifeste chez les travailleurs agricoles, cela est dû au fait qu'ils ressentent bien qu'ils ne travaillent que pour engraisser les bourgeois et les bureaucrates.

4) La bourgeoisie algérienne ne trouve aucun mal à utiliser l'Islam pour mieux plonger les masses dans les ténèbres de l'obscurantisme et pour mieux justifier la domination et les privations qui leur sont faites. L'essentiel dans cette question délicate consistera à lier intimement

notre critique des courants islamiques (qu'ils soient intégristes ou "progressistes") à la démolition de leur conception réactionnaire de l'histoire et à la lutte contre leurs projets sociaux contre-révolutionnaires. Le tout est d'arriver à dévoiler leurs intentions cachées, leur position de classe véritable et leurs desseins politiques sans pour autant blesser inutilement les sentiments religieux des masses qui demeurent croyantes surtout dans les campagnes.

5) Parallèlement à l'Islam, la bourgeoisie algérienne utilise le nationalisme qui a certes eu un contenu révolutionnaire dans la période de lutte anti-coloniale (même si les communistes appellent en toutes circonstances le prolétariat à s'organiser dans un parti indépendant et distinct de tous les autres). Aujourd'hui, nous devons montrer comment le nationalisme est devenu une arme entre les mains de la bourgeoisie qui lui sert à escamoter la lutte des classes et à pourrir l'instinct de classe du prolétariat. La lutte idéologique contre le nationalisme doit évidemment s'appuyer sur le fossé social réel qui grandit chaque jour davantage entre la bourgeoisie d'une part et les masses travailleuses de l'autre.

6) La lutte contre la bourgeoisie et toutes ses expressions idéologiques et politiques demeurera un mot creux si elle n'est pas accompagnée de la lutte sans quartier contre le révisionnisme du PAGS qui n'est que l'expression théorique de l'opportunisme politique et pratique d'une fraction de la petite-bourgeoisie technocratique dont les intérêts coïncident avec la bonne marche du capitalisme d'Etat instauré dans l'industrie et qui est lié au social-impérialisme soviétique. Il ne s'agit pas d'un parti "ouvrier" bureaucratique, comme le pensent les centristes-trotskyistes, mais d'un agent de la bourgeoisie dans les rangs des masses ouvrières qu'il essaye d'influencer par l'intermédiaire de l'appareil bureaucratique de l'UGTA.

## 2. La lutte économique.

Les communistes révolutionnaires participent à la lutte et à l'organisation syndicales de la classe ouvrière dans la perspective du regroupement des forces prolétariennes sur un terrain de classe. Par-delà les résultats contingents, immédiats et partiels de cette lutte, les communistes avancent toujours et partout les revendications susceptibles d'unifier les rangs de la classe ouvrière :

1) La défense du salaire de base et la lutte contre le salaire au rendement institutionnalisé par le "Statut Général du Travailleur" et contre les heures supplémentaires;

2) la lutte pour la réduction immédiate du temps de travail, pour la limitation du travail de nuit et du travail posté au strict nécessaire;

3) la lutte contre les licenciements;

4) la revendication d'un salaire aux licenciés, aux chômeurs, aux retraités, aux appelés du "service national";

5) la défense des vacataires et de tous les hors-statut en luttant pour leur titularisation immédiate;

6) la lutte pour une véritable médecine gratuite, pour la gratuité des transports, pour la réduction des impôts, des loyers et des tarifs publics, etc;

7) la lutte pour arracher le droit de grève dans le secteur public ainsi que le droit élémentaire d'organisation syndicale indépendamment des structures de l'UGTA et de la GSE;

8) la défense des revendications des travailleurs des petites entreprises, des prolétaires agricoles et des semi-prolétaires des coopératives agricoles, particulièrement défavorisés par leur dispersion;

9) la défense des catégories les plus exploitées et les plus opprimées parmi les masses laborieuses comme les femmes et les jeunes, en luttant fermement contre les discriminations qui les frappent et en liant leurs luttes à la lutte de l'ensemble de la classe ouvrière;

10) tout en combattant les aspirations et les attitudes réactionnaires des couches sociales ruinées par la pénétration et la marche du capitalisme ainsi que l'illusion selon laquelle les masses paysannes pauvres pourraient améliorer leur sort par une alliance avec la paysannerie aisée pour l'augmentation des prix des produits agricoles ou le protectionnisme qui ne peut profiter qu'à cette dernière, les communistes révolutionnaires soutiennent l'organisation des paysans pauvres et sans terre sur le terrain de la lutte contre l'exploitation du propriétaire foncier et de l'Etat, pour la suppression du métayage sous toutes ses formes, pour la baisse des fermages et le renouvellement des baux et contre les expropriations;

11) la lutte pour imposer à l'Etat bourgeois la charge de l'ouverture de crèches et de garderies gratuites dans les quartiers populaires ainsi que la protection de la maternité;

12) la défense des revendications des futurs travailleurs que sont les apprentis, les élèves des centres de formation professionnelle, les lycéens et une partie de la jeunesse étudiante, celle dont les revendications n'ont

pas un caractère corporatiste qui vise à acquérir ou à sauvegarder des privilèges de classe (ex : l'ouverture de cabinets médicaux privés, etc).

Cependant la participation des communistes révolutionnaires aux luttes économiques ne peut avoir tout son sens que s'ils participent et encouragent de toutes leurs forces l'organisation systématique de la classe ouvrière sur la base de l'indépendance de classe. Les communistes révolutionnaires considèrent qu'une augmentation décisive de l'influence du parti dans les masses, et à plus forte raison l'ouverture d'une phase pré-révolutionnaire, ne peuvent se dessiner sans que se développe entre le parti et la classe une série d'organismes nés pour la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière, regroupant en leur sein de nombreux prolétaires et au sein desquels existe un réseau permanent du parti. La question qui se pose aujourd'hui est de savoir quelle est l'attitude des communistes révolutionnaires vis-à-vis du syndicat officiel, l'UGTA.

Comme dans tous les pays de l'Est ou de la plupart des pays du "Tiers-Monde", notre objectif en Algérie n'est pas d'obtenir un "syndicat démocratique" à l'occidentale qui s'appuierait sur les intérêts corporatistes de certaines couches supérieures de la classe ouvrière et garderait formellement ses distances vis-à-vis de l'Etat bourgeois pour mieux contrôler et canaliser à des fins de "paix sociale" les poussées de la classe ouvrière comme on le voit déjà au Brésil et en Pologne.

L'organisation économique de la classe ouvrière peut prendre des formes extrêmement variées suivant la combinaison des tâches économiques et politiques que devra affronter le prolétariat en fonction de la situation internationale et des conditions particulières qui prévalent en Algérie.

La perspective immédiate des communistes révolutionnaires est la suivante :

a) défense de la nécessité de l'associationnisme de classe, de la nécessité d'organisations indépendantes de l'Etat capitaliste et se fixant pour seul principe la défense des intérêts immédiats et historiques du prolétariat contre la bourgeoisie et son Etat;

b) appui et participation à toute forme d'organisation qui facilite le contact entre les travailleurs indépendamment de leur affiliation politique ou idéologique, mais sur la base de la lutte pour les intérêts communs; participation à l'effort de liaison des prolétaires combattifs qui cherchent à préparer les luttes à venir et à organiser leurs camarades dans la perspective du front de

lutte prolétarienne en partant des besoins concrets de la lutte de classe et des revendications des masses, contre tout sectarisme mais hors de l'emprise des appareils officiels et des idéologies conciliatrices, réformistes et nationalistes.

c) dans ces buts, travail à l'intérieur de l'UGTA de façon clandestine ou parfois semi-légale, non pas pour en conquérir les bureaucraties, ce qui exclut toute prise de responsabilité même locale et périphérique, mais pour dénoncer la finalité contre-révolutionnaire de l'appareil et arracher les travailleurs à son influence à partir des poussées de lutte élémentaire qui se heurteront nécessairement à la bureaucratie syndicale. Il serait faux d'appeler à désertir l'UGTA tant que la révolte massive des travailleurs par rapport aux directives de la bureaucratie vendue ne s'est pas encore manifestée et n'a donc pas encore mis à l'ordre du jour la création à vaste échelle de grandes organisations de lutte et de défense prolétarienne;

d) bien que le parti combatte toute idée de "neutralité politique" du syndicat et des organisations immédiates comme une concession dangereuse à la bourgeoisie et bien qu'il soit convaincu que la victoire révolutionnaire est impossible sans qu'il ait conquis une influence déterminante dans ces organisations, il ne fait pas de la conquête de leur direction un préalable à la révolution et il lutte pour démontrer dans le *vif de l'action* et à partir d'*exemples concrets* le besoin de l'orientation communiste et de la liaison la plus étroite avec le parti communiste pour donner aux organisations immédiates leur pleine efficacité dans la lutte contre la classe capitaliste.

### 3. La lutte politique.

1) Partisans de la conquête du pouvoir politique par l'entraînement des larges masses dans la lutte révolutionnaire, les communistes mettent au cœur des luttes quotidiennes la lutte pour la conquête et la défense des conditions indispensables à une lutte politique intense et vraiment large. C'est pourquoi, un des axes essentiels de notre lutte politique aujourd'hui consiste à avancer les revendications politiques dont la satisfaction est indispensable à l'organisation à grande échelle de la classe ouvrière. Il s'agit des libertés de grève, de presse, de réunion, d'association et de manifestation. Cependant, nous ne faisons pas dépendre la conquête de ces libertés

d'une quelconque modification de la Constitution ou d'une démocratisation de l'Etat bourgeois, ce qui implique que nous n'avons pas à chercher l'appui des forces démocratiques petites-bourgeoises qui ne réclament ces libertés que pour donner aux institutions de l'Etat capitaliste un certificat de "représentativité populaire" et donc une forme de domination plus trompeuse. Le prolétariat ne pourra arracher les libertés politiques et syndicales que dans la lutte contre l'Etat capitaliste, ses organes "représentatifs" (APC, APW, APN) et contre les tentatives démocratiques de les vider de tout contenu réel.

2) Parce que les communistes révolutionnaires considèrent que la révolution et l'anéantissement de la machine de l'Etat bourgeois ne peuvent se réaliser sans l'entrée en scène des larges masses, parce que le prolétariat ne peut prétendre unifier sous sa direction les larges masses exploitées et opprimées s'il n'arrive pas lui-même à unifier ses rangs par-dessus toutes les barrières, parce que les communistes révolutionnaires s'opposent par principe à toute forme d'oppression et à toute discrimination, ils avancent comme un besoin du mouvement social la lutte contre l'oppression particulière des femmes et pour l'égalité totale des droits aux femmes, ainsi que la lutte contre la répression culturelle et les discriminations qui frappent l'arabe populaire et le Tamazight et pour la reconnaissance des langues populaires.

3) Les communistes révolutionnaires combattent les efforts de la bourgeoisie pour renforcer constamment sa bureaucratie d'Etat, sa police et toute la législation qu'elle dresse contre la classe ouvrière et les masses pauvres. En même temps, ils combattent la démagogie des courants démocratiques qui se proposent de réformer l'Etat capitaliste et qui visent surtout à parer l'évolution de plus en plus totalitaire de l'Etat bourgeois d'un vernis démocratique pour gagner le consentement des exploités. Les communistes combattent le blindage de l'Etat capitaliste en se plaçant sur le terrain de la pression de classe et de la lutte directe. Ils appellent les prolétaires à se préparer dès aujourd'hui à la lutte révolutionnaire pour détruire l'Etat bourgeois en se défendant énergiquement contre la violence et la législation bourgeoises sans faire la moindre confiance aux soi-disant "garanties juridiques" qui ne sont que des chiffons de papier devant la révolte prolétarienne.

4) Les communistes révolutionnaires luttent pour organiser, en liaison avec les luttes quotidiennes, la défense et la protection de la classe, des jeunes en lutte, des militants et des réseaux organisationnels existants contre la violence para-légale des bandes de "frères musulmans", des milices du FLN, des "baāthistes", etc. Les communistes

combattent les exhortations criminelles des staliniens qui appellent les jeunes (chômeurs, inorganisés, étudiants, lycéens) à s'en remettre à l'Etat contre les violences "illégal" des "frères musulmans" et autres fanatiques au service des exploités. Les communistes appellent le prolétariat et les jeunes combattifs à s'opposer à la violence des groupes para-légaux tout autant qu'à la violence légale et officielle de la police, du Darak-el-Watani et de la Sécurité Militaire.

5) Les communistes révolutionnaires considèrent que la lutte prolétarienne doit une solidarité active et permanente envers tous les militants emprisonnés et toutes les victimes de la répression bourgeoise, qu'il s'agisse du soutien à leurs familles ou de la lutte pour vaincre l'isolement dans lequel la bourgeoisie les enferme, pour rendre moins pénibles les conditions de détention et pour arracher leur libération totale.

6) Comme nous l'avons montré dans le chapitre relatif au caractère international de la révolution communiste, notre parti accorde une grande attention au travail au sein de l'émigration ouvrière. Nous avons donc à sensibiliser les travailleurs émigrés d'avant-garde sur le rôle de *trait d'union vivant* qu'ils auront à jouer entre les prolétaires des métropoles impérialistes et ceux du pays d'origine.

La lutte de classe la plus résolue pour l'égalité totale des droits entre travailleurs métropolitains et émigrés, et en particulier pour le droit des ouvriers émigrés à s'organiser politiquement à l'abri des forces social-impérialistes et nationalistes, doit être considérée par les communistes révolutionnaires comme un axe de travail inséparable de la défense des conditions de vie de cette partie particulièrement vulnérable de la classe ouvrière.

L'objectif des communistes est d'entraîner à la lutte politique au coeur même de l'impérialisme et d'organiser sur cette base le plus grand nombre possible de travailleurs émigrés malgré et contre les idées dominantes déversées par les courants nationalistes qui prétendent que "les travailleurs émigrés n'ont pas à faire la révolution en France".

7) Dans la course au renforcement du militarisme des différents camps impérialistes et des préparatifs de guerre, la bourgeoisie algérienne comme toutes les bourgeoisies du "Tiers-Monde" ne pourra pas rester à l'écart dans la mesure où l'équilibre que lui assurent son intégration technico-économique dans le monde occidental d'une part et sa gravitation politico-militaire dans l'orbite soviétique d'autre part, laissera progressivement la place à un alignement plus net au fur et à mesure que s'aiguissent les

contradictions et se précisent les alliances à l'échelle internationale. Ce faisant, et même si elle n'est pas comparable à celle des bourgeoisies impérialistes, les communistes révolutionnaires en Algérie combattent la politique militariste de "défense nationale" de la bourgeoisie algérienne, notamment dans l'éventualité d'une guerre avec le Maroc, en mettant en relief l'identité d'intérêts et de but des travailleurs en lutte dans le monde entier et en exaltant le sentiment de solidarité instinctive des exploités et des opprimés, base vivante de l'internationalisme prolétarien.

8) Les communistes révolutionnaires accordent la plus grande importance à l'organisation de la jeunesse prolétarienne et paysanne pauvre, première victime du militarisme bourgeois et des guerres réactionnaires, en cultivant les plus belles traditions de l'antimilitarisme prolétarien et révolutionnaire, en soutenant les luttes des djounouds et en établissant les liens les plus étroits entre les ouvriers et les masses exploitées d'une part et les djounouds d'autre part.

Dans un pays de jeune capitalisme comme l'Algérie où les rapports de classes sont marqués par une certaine mobilité sociale (que l'on pense aux nombreux fils des couches populaires devenus ingénieurs qui voient leurs intérêts et parfois leurs privilèges coïncider avec la bonne marche de l'appareil économique de la nouvelle bourgeoisie d'Etat), la lutte idéologique que mèneront les communistes révolutionnaires dans les lycées et les instituts doit mettre en relief les limites objectives de la corruption sociale du capitalisme (sélection rigoureuse, prolétarisation de certaines couches moyennes) et la communauté d'intérêts et de destin de la jeunesse issue des milieux populaires avec le prolétariat dans certains domaines clés de la vie sociale et politique : la lutte contre l'oppression et la répression bourgeoises, la lutte contre le militarisme bourgeois et les guerres réactionnaires, etc. Les communistes révolutionnaires doivent également exalter le sentiment de révolte contre l'injustice sociale qui anime un certain nombre de jeunes et travailler à le mettre au service de la révolution prolétarienne et du parti de classe révolutionnaire.

## Conclusion

Nous avons rappelé *grosso modo* nos tâches dans la situation actuelle sur les plans idéologique, économique et politique. Seul le développement du parti, et donc de son intervention sur le terrain, nous permettra de présenter un jour aux militants qui sympathisent avec nos positions une plate-forme d'action avec des directives de travail précises. Pour le moment, nous les invitons à nous écrire s'ils ont besoin d'approfondir tel ou tel point et surtout à nous faire part de leurs expériences, des problèmes politiques et organisatifs rencontrés car la centralisation de plusieurs expériences peut nous aider beaucoup dans la précision des indications générales que nous pouvons soumettre aujourd'hui aux militants révolutionnaires.

Il est clair que les orientations que nous avons tracées ne renvoient pas seulement à la perspective révolutionnaire qui est la nôtre, mais correspondent aussi aux besoins du travail de nombreux militants qui sont déjà engagés, chacun à son niveau, dans la bataille qui consiste, aujourd'hui en Algérie, à jeter les bases de réseaux organisatifs en dehors du contrôle des organismes à la botte du FLN et de l'Etat comme l'UNJA.

Ces dernières années, on a assisté en effet à la création de comités et de coordinations au niveau des instituts, des lycées et même des quartiers. Dans la plupart des cas, les objectifs de ces comités ne s'arrêtent pas au niveau des revendications matérielles et pédagogiques puisque ce sont ces mêmes comités qui ont pris en charge la lutte contre la répression et ont commencé à poser la question des libertés.

Dans les entreprises, où l'encadrement bureaucratique et le flicage sont plus lourds, les tentatives d'organisation autonome des ouvriers sont encore embryonnaires. Mais de nombreux faits nous encouragent à penser que la classe

ouvrière ne tardera pas à poser sur la scène sociale la question de son organisation indépendante de classe pour mieux lutter contre la politique d'austérité et de répression bourgeoise. C'est ainsi que dans le complexe de la SONACOME de Rouiba qui emploie 9000 ouvriers, ces derniers se sont organisés indépendamment de l'appareil bureaucratique de l'UGTA et des structures corporatistes de la GSE en élisant directement un comité autonome composé de 120 délégués, et ce en juin 1980.

Par ailleurs, des cercles ont commencé à naître un peu partout depuis quelques années posant ainsi l'actualité de l'intérêt accordé par un nombre grandissant de jeunes combattifs à l'appropriation de la doctrine et de l'expérience du mouvement ouvrier et communiste international et à l'analyse scientifique des mécanismes de la société et de la lutte des classes en Algérie comme condition nécessaire à une action efficace contre le système bourgeois. Par ailleurs, au cours du printemps 1981, les ouvriers de la SONELEC de Oued-Aïssi (Tizi-Ouzou) ont commencé à lutter pour un syndicat indépendant de l'Etat.

Il s'agit là de phénomènes éminemment positifs puisque ces comités, ces coordinations et ces cercles se créent indépendamment des structures parachutées par l'Etat bourgeois. Les niveaux d'activité de ces noyaux varient. Cependant, et malgré les progrès enregistrés depuis quelque temps, les conditions politiques qui prévalent font que les liens existants entre ces noyaux sont assez rares et quand ils existent, ils souffrent d'un caractère "artisanal" où tous les niveaux de la lutte des classes sont confondus et où par exemple une divergence sur le programme politique et le but final suffit parfois à exclure tout travail en commun sur un terrain immédiat. Les communistes révolutionnaires considèrent qu'il est temps que tous les noyaux existants en Algérie se concertent en dehors de l'influence de la bourgeoisie et de ses agents autour des problèmes posés par la lutte de classes à l'heure actuelle.

Le but est d'arriver à constituer des réseaux organisatifs qui, tout en se préservant sérieusement et fermement contre les pénétrations policières, soient ouverts sans aucun préalable idéologique ou politique, à tous les travailleurs et jeunes qui veulent lutter et s'organiser afin de prendre en charge la défense des victimes de la répression bourgeoise et le secours à leurs familles, la lutte en vue d'organiser sur les quartiers, les lieux de travail, les instituts et les lycées l'auto-défense nécessaire contre les violences des "frères musulmans", la préparation d'une mobilisation de masse pour arracher à l'Etat bourgeois les libertés politiques et syndicales sur le terrain de l'action directe (grèves, manifestations, etc).

Il est clair que les communistes révolutionnaires assument toutes ces tâches politiques dans la perspective de la prise du pouvoir, de la destruction révolutionnaire de l'appareil d'Etat bourgeois et de l'instauration de la dictature du prolétariat. La lutte qui consiste à mobiliser politiquement les masses contre l'Etat capitaliste pour conquérir l'espace nécessaire au regroupement, à l'organisation et au déploiement des forces prolétariennes constitue un levier pour la lutte révolutionnaire finale pour le renversement violent de l'Ordre bourgeois et un terrain de préparation et d'entraînement des masses à cette lutte finale. C'est aussi le terrain naturel où se forgera la force du parti de classe révolutionnaire, seul capable de donner à la classe ouvrière l'unité de but, de volonté et d'action dont elle a besoin pour vaincre.

Partout où existe un noyau de révolutionnaires qui se reconnaissent dans les positions du marxisme révolutionnaire que nous défendons, leur tâche prioritaire est de déployer le maximum d'énergie dans le sens de l'implantation et du renforcement du parti de classe révolutionnaire. Cette exigence permanente est d'autant plus urgente que, dans la situation actuelle, le prolétariat et les masses exploitées et opprimées doivent faire face à une austérité et à une répression croissantes dans un contexte général marqué par l'absence de véritables organisations de masse et surtout du parti révolutionnaire de la classe ouvrière.

DEJA PARU DANS LES CAHIERS D'EL-OUMAMI

N° 1. :

# **Le syndicalisme en Algérie (1919-1979)**

Supplément au Prolétaire n° 337  
Directeur de publication : Saro  
Imprimerie Minographie

Vient de paraître :



Brochure de 20 pages.  
Lisez-là et diffusez-là autour de vous !

**el-oumami / الأومامي**

(Bulletin bilingue pour le Maghreb)

paraît tous les deux mois. Le numéro : 3 F

Abonnement FRANCE : pli ouvert : 18 F  
pli fermé : 30 F

MAGHREB : équivalent : 30 FF en coupons-réponses  
internationaux.

Correspondance : SARO, 20, rue Jean-Bouton, 75012 PARIS.

**programme communiste**

REVUE THEORIQUE TRIMESTRIELLE EN FRANÇAIS

**communist program**

REVUE TRIMESTRIELLE EN ANGLAIS

**el programa comunista**

REVUE TRIMESTRIELLE EN ESPAGNOL

**kommunistisches programm**

REVUE TRIMESTRIELLE EN ALLEMAND

**il programma comunista**

JOURNAL BIMENSUEL EN ITALIEN

**le prolétaire**

JOURNAL BIMENSUEL EN FRANÇAIS

**el comunista**

JOURNAL MENSUEL EN ESPAGNOL

**proletarier**

JOURNAL BIMESTRIEL EN ALLEMAND

**el - oumami**

BULLETIN BIMESTRIEL FRANÇAIS-ARABE  
POUR LE MAGHREB

**el proletario**

BULLETIN TRIMESTRIEL EN ESPAGNOL  
POUR L'AMERIQUE LATINE

**kommounistikô prôgramma**

BULLETIN TRIMESTRIEL EN GREC

**enternasyonalist proleter**

BULLETIN TRIMESTRIEL EN TURC